



Délibération n°12/CT/2024 du 08/03/2024 portant tarification du service de transport scolaire assuré par la commune de Tumaraa au profit du public non pris en charge par la Polynésie française

- VU** la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007, modifiée, portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- VU** le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008, modifié, portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- VU** l'arrêté n°2247 CM du 10 décembre 2020 fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour l'île de Raiatea, Tahaa, Bora-Bora, Maupiti et Huahine ;

Considérant que la commune de Tumaraa intervient, depuis le mois de novembre de l'année 2007, en matière de transport scolaire ;

Considérant que la direction de l'Education et des enseignements (DGEE) clôture en cours d'année les listes de prise en charge des élèves ;

Considérant qu'il convient ainsi de fixer la tarification du transport du service de transport scolaire assuré par la commune de Tumaraa au profit du public non pris en charge par la Polynésie française ;

Considérant que dans un souci de cohérence, il est proposé d'appliquer une tarification identique à celle arrêtée par la Polynésie française ;

Où l'exposé du maire ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 8 mars 2024

ADOPTE

Article 1 : La tarification du service de transport scolaire assuré par la commune de Tumaraa au profit du public non pris en charge par la Polynésie française est fixée de la manière suivante :

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 08/03/2024 987-200015097-20240308-DEL_2024_12-DE

Tranches kilométriques	Tarif (aller simple)
01 à 03 km	71 Fcfp
03 à 05 km	79 Fcfp
05 à 10 km	93 Fcfp
10 à 15 km	123 Fcfp
15 à 20 km	129 Fcfp
20 à 25 km	136 Fcfp
25 à 30 km	152 Fcfp
30 à 35 km	167 Fcfp
35 à 40 km	174 Fcfp
40 à 45 km	188 Fcfp
45 à 50 km	202 Fcfp
50 à 55 km	222 Fcfp

Article 2 : Les tranches kilométriques énoncées à l'article 1 s'entendent au titre de la distance entre le domicile de l'usager et le lieu de scolarisation.

Article 3 : La tarification mentionnée à l'article 1 donne lieu à une facturation mensuelle, forfaitaire et payable par anticipation, établie suivant le nombre de jours d'école dans le mois considéré, et ce indépendamment d'éventuelles absences ou journées exceptionnelles de vacances qui pourraient être accordées en plus de celles prévues par le calendrier scolaire.

Article 4 : La recette est imputée au compte 70688 du budget principal.

Article 5 : Il est ajouté un septième alinéa à l'article 1^{er} de la délibération n°09/CT/11 du 17 mars 2011 portant organisation de la régie de recettes de la commune de Tumaraa, ainsi rédigé :

7°) Les recettes relevant du service de transport scolaire assuré par la commune de Tumaraa au profit du public non pris en charge par la Polynésie française

Article 6 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services de la commune de Tumaraa. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision de rejet. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Le maire

M. Cyril TETUANUI

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 08/03/2024 987-200015097-20240308-DEL_2024_12-DE



Conformément à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales, le maire de la commune de Tumaraa certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération.

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 08/03/2024 987-200015097-20240308-DEL_2024_12-DE